



Logement : Il est urgent d'agir !

Edito

La Ville de Palaiseau répond concrètement à la crise du logement !

Les élus palaisiens, au premier rang desquels les élus socialistes, s'attachent à faire respecter un droit fondamental : le droit au logement.

Plusieurs mesures ont été prises après les années d'inertie de la droite. Une vingtaine de logements a été récupérée dans le parc communal pour créer des logements d'urgence. Ensuite, la ville a renforcé ses liens avec Solidarités Nouvelles pour le Logement (SNL) afin que cette association prenne petit à petit en charge des logements vides appartenant à la commune (entre autres le 133 rue de Paris).

Enfin, le Plan Local d'Urbanisme prévoit la construction de nombreux logements dans les quinze années à venir. Afin de garder la mixité sociale et le tissu urbain qui fait la richesse de notre ville, ces logements seront édifiés suivant la règle des 3 tiers : un tiers de logements pavillonnaires, un tiers de maisons de ville, un tiers d'immeubles collectifs de maximum 3 à 4 étages.



GESTICULATIONS GOUVERNEMENTALES

Le constat est plus qu'alarmant : engorgement des structures d'hébergement, explosion des loyers privés, la France connaît en ce moment une crise locative sans précédent.

A la différence des années 50, c'est l'ensemble des français qui se retrouve touché par ce problème et les jeunes en particulier. Aujourd'hui, il ne suffit plus d'être salarié avec une situation stable pour pouvoir se loger correctement. Toute une partie de la population se retrouve exclue de tout un système et se voit rejeter le plus loin des grandes villes pour espérer un toit. Le manque considérable de logements sociaux les empêche de pouvoir espérer un logement à un coût acceptable. Beaucoup sont même parfois contraints à l'endettement pour loger leur famille.

La pénurie de logement s'élève à 600 000 logements manquants pour espérer reloger les 3 millions de personnes dont les revenus sont pourtant suffisants, mais pour lesquels la hausse de 40% de la valeur des loyers les a exclus du système classique. De plus, la part construite actuellement ne permet qu'aux plus riches de pouvoir se loger. Même les classes moyennes sont touchées. Ces chiffres se traduisent par une réalité concrète : depuis quelques années, on voit réapparaître des bidonvilles. D'autre part, les jeunes adultes, même autonomes financièrement, restent chez papa maman faute de pouvoir s'installer dans un logement indépendant.

Quel bilan tirer de ce constat et quelle politique a permis d'en arriver à une situation de crise ? L'imminence des échéances électorales oblige la droite à faire des effets d'annonces. Nous ne sommes pas dupes pour autant. Ces derniers temps le Gouvernement fait du saupoudrage en affichant les projets de 10 000 logements par ci ou par là pour combler la demande immédiate qui est de 120 000. Elle sait, elle-même, qu'avec cette méthode elle n'y arrivera jamais. Pourtant c'est bien la droite qui a laissé "pourrir" cette situation. Car cette crise profite à leur électorat, ceux qui sont propriétaires de parc immobilier et qui spéculent sur le foncier. Nous l'avons constaté ces dernières années à Palaiseau sous l'égide de l'ancienne municipalité qui a laissé les constructions de grand standing se faire. C'est le cas

sur beaucoup de villes de la région et dans notre pays. Rien ne sert de croire Monsieur Borloo, il faut compter en ce moment sur les initiatives locales pour arrêter l'hémorragie. Après avoir mis à sac notre pays, la droite voudrait nous faire croire qu'elle veut reconstruire ? Soit elle est idiote soit comme d'habitude c'est "mensonge et sarcasme".

C'est une politique volontariste et raisonnable qui nous fera progresser. Elle est incarnée par la gauche et le parti socialiste. Collectivement, nous sommes conscients de la crise et nous proposons un plan d'urgence pour arrêter cette injustice.

* Créer une agence du logement pour gérer les nombreux terrains appartenant à l'Etat pour les préempter et construire du logement social. L'intérêt est de faire le lien avec les collectivités territoriales et de lier cette manne foncière avec leurs projets.

* Repenser un projet de construction de masse en ne recommençant pas les erreurs des années 70-80. Il faut jouer sur la mixité sociale et sur le cadre de vie en créant du logement à dimension humaine.

* Faire respecter la loi SRU. Il faut pénaliser fortement les villes qui ne jouent pas le jeu et redistribuer aux communes volontaires mais moins aisées. Il faut même aller plus loin et passer de 20% de logements sociaux à 25%. Les aides fiscales (loi de Robien) ne doivent pas servir qu'à récompenser le spéculateur, mais doivent aussi favoriser la construction de logement accessible à tous. Il faut donc conditionner ce marché et y inclure des barèmes locaux.

* Il faut arrêter cette logique de caution et de mois d'avance. Une assurance doit couvrir cet ensemble pour garantir le propriétaire sans pénaliser financièrement le locataire.

* Il faut encadrer la valeur des loyers en trouvant une pénalisation fiscale pour ceux qui continuent à des indices de discrimination sociale en ne respectant pas des indices réactualisés régulièrement.

* Lancement d'un plan de création de logements d'urgence pour en finir avec ces taudis qui ne servent qu'à enrichir des personnes peu scrupuleuses.

Le Parti Socialiste travaille sur un vrai projet du logement en France. Localement ces travaux servent à proposer à la population un projet qui s'intègre dans la ville en respectant son ensemble. Sur ces questions comme sur d'autres sujets, la seule solution est à Gauche.

La droite palaisienne se met au "culte du chef"...

La dernière publication de la droite palaisienne dénotait par rapport aux précédentes : l'édito de son chef de file local est désormais accompagné d'une photographie. Le signataire de l'éditorial veut-t-il sortir de l'anonymat de feu ses prédécesseurs pour s'affirmer et ainsi conquérir la place de chef ?

...mais ne propose toujours rien ...

Nous vous avions déjà fait part dans ces colonnes du fait que l'UMP palaisienne restait silencieuse, tout comme sa consœur de l'UDF... Des protestations nous ont alors été adressées. Mais force est de constater qu'au-delà de leurs mots, les deux formations de droite ne proposent rien aux Palaisiens. Il est vrai que la politique nationale de leurs états majors ne leur laisse que peu de temps pour cela. Elles doivent avant tout "faire le tampon" avec les français qui n'en peuvent plus des gouvernements de droite qui passent mais qui se ressemblent dans l'action d'une politique anti-sociale. Le fardeau national semble trop lourd à porter pour être crédible localement...

... sauf d'augmenter les impôts des palaisiens !

Lors du Conseil municipal du mois de juin dernier, à propos du compte administratif de la ville de 2004, les élus de l'opposition ne se sont pas cachés d'avoir des "propositions fracassantes".

Ainsi, Monsieur MORAND, élu de l'UMP s'exprimait ainsi : "il faut jouer sur le problème fiscal" ; donc augmenter les impôts locaux. Bernard Vidal, de son côté, demandait la "décrue des frais de personnes".

La situation financière délicate de la Ville, fruit de la gestion de la droite, impose des solutions d'élus responsables.

Lancer à la cantonade des solutions fracassantes, désastreuses pour le pouvoir d'achat des Palaisiens n'est pas digne d'élus, fussent-ils dans l'opposition. Les élus socialistes ne reviendront jamais sur l'engagement qu'ils ont pris devant la population lors des élections de 2001 : ne pas augmenter les impôts communaux pendant ce mandat, parce qu'ils pénalisent les plus défavorisés !

Que veulent les communistes de Palaiseau ?

Depuis plusieurs mois, les communistes de Palaiseau se déchaînent dans leurs publications et dans leurs votes au Conseil Municipal contre...les socialistes. Rien n'est bon à leurs yeux. Ni le PLU qui prévoit pourtant la construction de logements sociaux, ni la politique culturelle, ni l'augmentation du régime indemnitaire des personnels... Visiblement l'envie de s'allier à l'extrême gauche l'emporte sur la nécessaire unité de la gauche et sur la réalisation du projet pour lequel ils ont été élus. Le débat doit exister. Mais cela ne doit pas faire oublier que la gauche ne gagne jamais quand elle est déunie et que notre adversaire commun reste la droite.

Directeur de la publication : Yannick GUILLEMAUD

Ce journal est entièrement financé par les militants socialistes.

▶▶ Cette règle sera combinée avec une autre : un tiers de logement social, un tiers de locatif intermédiaire, un tiers d'accession à la propriété.

L'ensemble des projets se fera sous maîtrise publique et bien entendu en créant les équipements publics et les infrastructures de transports collectifs et de stationnement nécessaires.

Ces propositions répondent concrètement aux besoins exprimés lors de la concertation : la population de la ville vieillit et le prix du foncier chasse les jeunes couples hors de Palaiseau. Concrètement, cela se traduit par des fermetures de classes et par une rupture du lien social dans la ville. A terme, c'est l'identité de Palaiseau qui est en jeu.

L'action menée par la municipalité en matière de logement va donc dans le bon sens. Ce sont ces projets qui montrent la différence entre ceux qui préchent mais qui n'agissent pas et ceux qui assument leurs responsabilités électives et le font au service de l'intérêt général.

Sur cette question du logement, au vu de l'urgence, seule une action résolue mettant en concordance la parole et les actes est utile !

Budget 2006 : inefficace économiquement et injuste socialement... encore !

Comme de coutume, le gouvernement a surestimé la prévision de croissance pour 2006, et donc les recettes fiscales. Il prend pour hypothèse 2,25 % de croissance, alors que l'ensemble des instituts de conjoncture situe notre croissance entre 1,5 et 1,8%. En partant de prévisions réalistes, le budget 2006 aboutira à un déficit supérieur à 3,5 %. Le poids et la charge de la dette vont donc continuer de croître, atteignant des sommets inégalés.

Cette situation rend d'autant plus inacceptables les largesses d'un gouvernement qui persévère dans ses choix de distribution de cadeaux fiscaux.

L' "effort budgétaire" en faveur des classes populaires, celles-là même qui pourtant tirent la consommation, est très faible - 350 millions d'euros dédiés à l'aide à la cuve en compensation de l'augmentation du prix du pétrole et 500 millions de revalorisation de la prime pour l'emploi. Il est inférieur aux sommes que l'Etat doit aux collectivités territoriales au titre du RMI et qu'il se refuse toujours à acquitter !

Une fois de plus, le grand absent du budget sera l'emploi. Pour seule politique de l'emploi, le gouvernement, propose quelques avantages fiscaux pour les chômeurs qui accepteraient un emploi à plus de 150 ou 200 kilomètres de leur domicile. Alors que depuis 2002 la France détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée, la droite essaie de faire croire que le chômage de masse serait dû à un manque de motivation des Français.

Le sentiment d'injustice est la marque de fabrique de ce budget. D'un côté, le gouvernement opère un tour de vis général : annulation de 4 milliards d'euros de crédits budgétaires ; augmentation sensible des tarifs publics : hausse du prix du gaz de 15,4% ; de juillet 2005 à avril 2006 privatisation d'EDF et de GDF et cession des sociétés d'autoroutes.

D'un autre côté, le gouvernement décide d'attribuer aux plus riches des avantages indus, inefficaces et coûteux.

Ainsi, il crée un "bouclier fiscal" qui limite les impôts versés à 60 % des revenus. Ce plafonnement aboutit à un unique objectif : baisser l'ISF, pour la quatrième fois en quatre ans. Parallèlement, le Premier ministre a annoncé l'extension du prêt à taux zéro aux ménages touchant entre 4 000 et 7 000 euros par mois en zone urbaine. En élargissant ainsi l'emploi d'un instrument qui visait à aider les plus modestes à accéder à la propriété, cette disposition va contribuer à l'inflation du prix des logements et rendre toujours plus difficile l'accès au parc locatif, déjà sinistré. Enfin, en raccourcissant le délai entre deux donations, réduit de 10 à 6 ans, le gouvernement prolonge l'action du précédent gouvernement qui avait relevé en 2005 le plafond de dons exonérés de droits de succession. Cette mesure favorise de nouveau les catégories les plus aisées, les classes modestes n'ayant pas de quoi donner, que ce soit tous les dix ans ou tous les six ans.

Dans les annonces du gouvernement, il n'y a rien d'efficace pour la croissance, rien de fort pour le pouvoir d'achat et rien de juste pour les impôts. Dominique de Villepin parle aujourd'hui de "croissance sociale", alors que depuis 40 mois se sont succédés un échec économique et le creusement de toutes les inégalités.

Réforme de l'impôt sur le revenu 2007 ... sans commentaire !

Revenu annuel en euros	Cadeau Fiscal en euros		
	Célibataire	Couple	Couple + 2 enf.
15 000	-33	0	0
20 000	-93	0	0
25 000	-401	0	0
50 000	-76	-802	0
75 000	-825	-156	-1 203
100 000	-480	-152	-152
200 000	-4 875	-960	-960



Contactez-nous !

Nom : Prénom :

Adresse : Téléphone :

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Je souhaite prendre contact avec le Parti Socialiste

A retourner ou à déposer au : *Parti Socialiste - 109, rue de Paris 91120 Palaiseau*

Tél. : 01 60 14 98 23 - E-mail : parti-socialiste.palaiseau@wanadoo.fr